



LE MAILLON DE CHAÎNE



N° 59 - octobre - 2018

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste

GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DES USINES FORD / BLANQUEFORT

Contre les attaques, les licenciements, les suppressions de poste, Tous ensemble !

Philippe et Macron ont donc réussi à nommer un nouveau gouvernement après 15 jours de farce et d'annonces en tous genres... mais pendant la mauvaise comédie, les attaques antisociales ont continué.

La réforme des retraites annonce un recul social majeur. Delevoye, le haut-commissaire chargé de la réforme, prétend qu'il s'agit de répondre à notre « soif d'équité »... Plus le mensonge est gros...

Le « système universel » annoncé a pour objectif de casser les droits à la retraite, d'aligner tout le monde par le bas.

Ils préparent la baisse des pensions et le recul de l'âge de départ pour tous, car le nouveau mode de calcul se fera sur l'ensemble de la vie professionnelle et non plus sur les vingt-cinq meilleures années dans le privé ou les six derniers mois dans le public. Les plus touchés seront ceux qui auront eu des périodes de chômage et d'arrêt de travail, notamment les femmes qui perçoivent déjà les pensions les plus basses.

Retraites, éducation, santé, indemnisation des chômeurs, logement social... la politique de Macron n'a qu'un objectif : dégager des économies sur tout ce qui est utile à la population, pour continuer à arroser les riches et « rembourser la dette de l'Etat », c'est-à-dire satisfaire les groupes financiers qui s'enrichissent en pillant les caisses de l'Etat.

Face à cette politique, le mécontentement grandit, Macron bat des records d'impopularité.

Les plans de licenciements se multiplient. Ford en est le symbole ici avec la fermeture annoncée de l'usine de Blanquefort tandis que les pouvoirs publics tentent depuis des mois d'endormir les salariés. Et au-delà de Ford, les salariés sont menacés dans des dizaines d'entreprises comme Intermarché qui va supprimer 500 emplois, ou Nestlé qui va fermer une usine de glaces en virant 317 salariés. Et dans tous les secteurs de la Fonction publique, des milliers d'emplois vont être supprimés qui vont se traduire par des licenciements de contractuels, l'arrêt d'embauches pour les jeunes, et des complications pour tous les usagers des services publics, des fermetures de services.

Nous étions près de 300 000 manifestants le 9 octobre pour dire notre ras-le-bol, mais les directions syndicales ne proposent aucun plan de bataille pour s'opposer ensemble, à l'échelle nationale, aux attaques du gouvernement et des patrons.

C'est une telle perspective qu'il s'agit de préparer.

La lutte contre les licenciements rejoint la lutte contre la casse des services publics et contre les suppressions de postes, contre l'ensemble des attaques antisociales. Elles posent la question de savoir à quoi doivent servir les richesses que nous créons, à alimenter les profits des actionnaires, ou à faire tourner la société pour l'intérêt collectif, à assurer à chacun-e des conditions de vie et de travail dignes, un vrai salaire, un emploi stable ?

C'est bien cette exigence commune qu'il nous faut défendre contre ceux qui mènent la société à la ruine !

25 OCTOBRE - 13H
Place de la République



**VOLEURS - MENTEURS
ET VOYOUS**

**NON A LA
FERMETURE**

**MANIFESTONS
à BORDEAUX**

Interdictions des licenciements !

Aux licenciements de payer !

**Manifestons avec les Fords
jeudi 25 octobre à 13h place de la République**

Ford veut fermer, à nous de les faire payer !

Derrière la mauvaise comédie, un plan pourri !

Mardi 16, une Xième réunion de CE extraordinaire avait lieu au sujet d'une reprise possible... alors que la veille Ford annonçait qu'il rejetait tout repreneur !

Il paraîtrait que Le Maire aurait eu un coup de fil qui aurait réouvert la porte qui avait été fermée la veille, et blablabla et blablabla... L'état, pas gêné, proclame qu'il y a une reprise viable et solide qui pourrait nous tirer d'affaire. Quelle salade ! Tout ce que veut ce gouvernement qui a facilité les licenciements, c'est un « bon communiqué ».

Ras-le-bol de ce jeu de dupe où depuis des mois, Ford et les politiciens soufflent le chaud et le froid pour nous désarmer.

Reprise ou pas reprise, ce qui est sûr, c'est que la FMC veut fermer et nous virer. Elle doit payer le plus cher possible sa politique dégueulasse de profits à tous prix !

Ils ont un plan pour fermer l'usine depuis des années, et ils s'y tiennent. A nous d'avoir notre plan pour les faire payer.

Leur faire payer aussi leur cynisme

Pour justifier son rejet d'un repreneur, la direction de la Ford Motor Company a osé écrire mardi : « *Nous ne pensons pas que le plan de l'acquéreur potentiel offre le niveau de sécurité et protection requis ou limite le risque futur de suppression d'emplois* ».

Donc puisqu'un repreneur constitue « *un risque futur de suppression d'emplois* », Ford préfère supprimer tous les emplois lui-même !

Ils ont tous les culots. La seule chose qu'ils n'auront pas volé, c'est une bonne grève.

La seule voie : la mobilisation

Nous étions 150 environ devant le CE mardi pour savoir de quoi il retourne exactement. Depuis des semaines, les copains de la chaîne d'assemblage ont fait plusieurs débrayages. Et il y a eu toutes les manifs, les actions à Cologne, au Salon de l'auto, devant les concessionnaires. Nous ne désarmons pas.

La direction ne s'y trompe pas. Un coup elle fait semblant de laisser faire, un coup elle tente des petits coups de forces : nous renvoyer à la maison, faire pression sur la production, nous menacer de retenues sur salaire pour faits de grève, etc.

Elle nous a entendu à plusieurs reprises, et en direct, sur son plan « robuste et généreux »... Elle sait que sa popularité est proportionnelle aux sifflets et aux huées qui l'accompagne lors de la sortie de ces réunions qui n'amènent rien...

Elle fait tout pour éviter qu'une lutte collective d'ampleur commence. C'est bien cela qui est à l'ordre du jour.

Repreneur, non, exploitateur

Punch Powerglide se porte officiellement candidat à la reprise du site... ses patrons se sont mêmes déplacés à Blanquefort mercredi pour présenter leur plan.

Heureusement que nous sommes vaccinés contre les repreneurs bidons ! Les quelques mesures qui filtrent, c'est minable simplement. Un peu plus d'un tiers des emplois conservés avec une prétendue garantie sur trois ans, gel de salaires, suppression des jours de RTT, baisse des primes d'équipes, la restauration qui serait supportée par les seuls salariés... Et à condition que GFT embauche 150 personnes, ce qui fera autant de copains intérimaires virés à GFT. Et à condition qu'il y ait de l'argent public pour faire la transition. Et tout ça pour une production pas vraiment certaine...

C'est toujours la même recette des repreneurs, faire payer les salariés et prendre dans la caisse.

Il y a du travail ou pas ?

Dans ce climat, personne n'a envie de travailler. Depuis quelques jours, la production se fait pour le moins au ralenti, voire ne sort pas sur la chaîne 6F35 par exemple. La FMC n'est pas gênée, elle s'y était préparé depuis des années, elle a su tirer les leçons de la fermeture de 2008 que nous avons empêchée.

Par contre, ce qui la gêne, c'est qu'on se fasse entendre. Cela ne va pas au DRH qui a tenu à nous faire savoir que si on ne travaille pas, c'est OK, mais que si on trouble ses réunions, pas question, et il nous a menacé de nous déclarer en grève, histoire de nous piquer quelques euros de plus. Une grève ? Lui non plus, il ne l'aura pas volée.

Un plan global... pour les profits

Depuis des mois, Ford laisse entendre qu'il pourrait se retirer massivement du marché européen, suivant l'exemple de GM qui a déjà revendu son ancienne marque Opel à Peugeot.

Au CE de Ford Europe à Cologne il y a quelques jours, la direction a été particulièrement brutale, annonçant ne plus investir à partir de 2020 dans toute activité non rentable et n'atteignant pas une efficacité suffisante (6%).

Ces annonces font voir d'un autre œil l'hostilité de Ford vis-à-vis d'une éventuelle reprise de FAI... Elles sont aussi lourdes de menaces pour l'avenir de GFT.

Amis, amis...

Le Maire, Juppé, Rousset... tous indignés... Ford les « *a mené en bateau* » ! On est toujours trahi par les siens... alors qu'ils étaient prêts à aligner 5 millions (Etat) et 12,5 millions (Région + Métropole) pour un repreneur, après les dizaines de millions offerts à Ford. Pour les ouvriers, des paroles outrées... et pour les patrons, le chèque. Par contre, prendre des mesures autoritaires pour faire payer Ford, en visant ses actionnaires, son usine, ses bureaux, ses comptes en banques... Vous n'y pensez pas... Ils ne touchent pas à la propriété privée des patrons, leurs si chers amis.